

Service santé et protection animale, environnement
1120 route de Saint-Gilles
Mas de l'agriculture
30023 Nîmes

NIMES, le 31/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

SAS LES CHAIS DU SUD

QUAI DE LA PAIX
30300 BEAUCAIRE

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0053000070

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2023 dans l'établissement SAS LES CHAIS DU SUD implanté QUAI DE LA PAIX 30300 BEAUCAIRE. L'inspection a été annoncée le 13/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'AN sécheresse 2023 et dans le cadre du plan triennal de contrôle des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 3 ans. En application des articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement l'objet du présent rapport est d'informer la préfecture des constats relevés et de proposer les suites à donner à cette inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS LES CHAIS DU SUD
- QUAI DE LA PAIX 30300 BEAUCAIRE
- Code AIOT : 0053000070
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les Chais du Sud-Beaucaire (anciennement MONCIGALE) ont pour activité principale le conditionnement, l'embouteillage et le stockage de vins et boissons à base de vins.

L'établissement créé en 1921 a :

- une déclaration d'existence en date du 01 septembre 1994 concernant une unité de conditionnement de vins (1500000 hL/an), de sirops et de spiritueux (28000 L/j et 10500 L/j) ;
- un arrêté préfectoral n°02.134 N du 01 octobre 2002 portant autorisation d'exploiter une unité de préparation et conditionnement de vins 1300000 hL/an et de sirops de 22000 l/j, une installation de pré-traitement biologique des eaux usées industrielles avec rejet dans le réseau communal (600 m3/j) et des entrepôts de stockage d'un volume de 75000 m³ ;
- un arrêté préfectoral n°2002-189-6 du 8 juillet 2002 portant autorisation d'utiliser de l'eau provenant d'un captage privé « forage des Chais Beaucairois » situé sur le territoire de la commune de Beaucaire pour la préparation ou le conditionnement de denrées alimentaires et pour la fourniture des tiers en vue de la consommation humaine ;
- un arrêté préfectoral n°03.208 N du 16 décembre 2003 portant autorisation d'exploiter une unité de préparation et conditionnement de vins 1300000 hL/an et de sirops de 22000 L/j, une installation de pré-traitement biologique des eaux usées industrielles avec rejet dans le réseau communal (600 m3/j) et des entrepôts de stockage de matières combustibles (600 T) d'un volume de 75000 m³ ;
- un arrêté préfectoral complémentaire n°11.147N en date du 21 décembre 2011 complémentaire à l'arrêté préfectoral n°03.208N réglementant le site de Beaucaire de la société Moncigale et prescrivant une étude des rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE) ;
- un arrêté préfectoral complémentaire n° 30-2020-11-09-004 en date du 09 novembre 2020 complémentaire à l'arrêté préfectoral 03.208N réglementant le site de Beaucaire de la société Moncigale à exploiter une unité de préparation et conditionnement de vins, une installation de pré-traitement biologique de ses eaux usées industrielles et des entrepôts de stockage de matières combustibles ;
- un arrêté préfectoral complémentaire n 30-2022-04-12-SPAE38 en date du 04 décembre 2022 complémentaire aux arrêtés préfectoraux n° 03.208 N du 16 décembre 2003 et n° 30-2020-11-09-004 du 09 novembre 2020 réactualisant les prescriptions techniques que doit respecter la société SAS les chais du sud pour l'exploitation de son usine située sur la commune de Beaucaire relatif aux dispositions applicables en cas de sécheresse.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- consistance des installations
- sécheresse
- déchets
- rétention
- eau
- MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 2.2.6	/	Sans objet
3	Propreté	Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 2.2.4	/	Sans objet
4	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 3.1	/	Sans objet
5	Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 5.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Déchets de dégrillage des eaux usées industrielles et de filtratio...	Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 5.3.2	/	Sans objet
9	Registre des déchets	Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 2	/	Sans objet
10	équipements des stockages et rétentions	Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 7.8.7	/	Sans objet
11	Formation et information du personnel	Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 2.4	/	Sans objet
12	Sécheresse	AP Complémentaire du 12/04/2022, article 1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 1.3	/	Sans objet
6	Déchets banals	Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 5.3.1	/	Sans objet
8	Déchets industriels spéciaux	Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 5.3.3	/	Sans objet
13	Meilleures techniques disponibles (MTD)	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection il a été constaté plusieurs points de non-conformité dont un récurrent déjà relevé par l'inspection (mise en place de compteurs sectoriels prévue dans les engagements de plan de réduction de consommation d'eau). Cela doit être réalisé sans délai et les justificatifs de leur mise en place doivent être envoyés à l'inspection sous un délai de 60 jours au delà de cette date il sera proposé à M. le Préfet et selon les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement de vous mettre en demeure de faire réaliser ces installations.

Les autres constats de non-conformité sont les suivants :

- 194 observations sur les rapports de vérification des installations électriques pouvant entraîner des risques d'incendie ou d'explosion dont 50 % sont récurrentes ;
- les vérifications des installations électriques sont partielles et nécessitent un complément de vérification;
- un manque d'entretien sur l'ensemble du site ;
- l'absence des relevés journaliers de consommation d'eau ;
- un stockage cartons papiers canettes ne permettant pas de prévenir convenablement des envols ;
- un bidon de grande contenance sans mention du contenu (gras) situé dans la zone de stockage des déchets et placé sur palette bois sans rétention ;
- une benne rouillée de stockage des métaux ne permettant pas de prévenir des risques de pollution par infiltrations dans le sol;
- l'absence de registre chronologique de tous les déchets y compris les déchets de dégrillage ;
- un enlèvement unique de 100kg concernant les refus de dégrillage des eaux usées sur 2022-2023 ;
- l'absence de communication de la production de déchets de 3 mois d'activité au rythme usuel de fonctionnement des installations ;
- une information au personnel permanent et saisonnier insuffisante sur l'existence des consignes concernant les obligations touchant à la sécurité et à la protection de l'environnement et sur la nécessité de respecter les procédures correspondantes ;
- le non respect vis à vis des prescriptions de l'APC sécheresse sur la période été 2022 ;
- l'absence de bilan environnemental des actions conduites concernant la réduction de la consommation d'eau à l'issue de la période estivale 2022.

Il est attendu par l'inspection :

- la mise en place de compteurs sectoriels avec justificatifs ;
- la réalisation du complément de vérification électrique manquant et l'envoi du justificatif ;
- le plan d'action pour les mises en conformité des installations électriques restant à réaliser ;
- les preuves photographiques du nettoyage du site ;
- la mise en place des relevés journaliers de consommation d'eau par secteur d'activité et du registre ad hoc ;
- la preuve photographique ou bordereau d'enlèvement de l'évacuation ou mise sur rétention immédiate du bidon au contenu (gras) sur l'aire de stockage des déchets ;
- le justificatif de la mise en place d'un meilleur conditionnement du stockage des papiers, cartons, canettes;
- le remplacement de la benne rouillée pour le stockage des métaux;
- la mise en place du registre correctement renseigné de tous les déchets ;
- la justification concernant l'enlèvement et le tonnage des refus de dégrillage des eaux usées sur 2022-2023 ;
- la mise à jour de l'information du personnel concernant les consignes de sécurité et la protection de l'environnement ;
- la justification de la mise en place de blocs sécurité dans le bâtiment des lignes d'embouteillage ;
- la transmission des conventions ou contrats avec tous les prestataires déchets ;
- la transmission de la nouvelle convention de rejet ;
- le respect des prescriptions du plan sécheresse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'enceinte de l'établissement non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté, en application des dispositions des articles 17 à 19 du décret 77:1133 du 21 septembre 1977 susvisé. L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :1) L'unité de préparation et conditionnement de vins,2) L'unité de préparation et conditionnement de sirops, 3) Les installations de stockage et expédition de ces produits, 4) L'unité de pré-traitement biologique des eaux usées industrielles, toutes situées : 6, quai de la Paix à Beaucaire (30).
Constats : La consistance des installations a été vérifiée, elle se décline de la façon suivante : 1 L'unité de préparation et conditionnement de vins, 3) Les installations de stockage et expédition de ces produits, 4) L'unité de pré-traitement biologique des eaux usées industrielles, Concernant : 2) L'unité de préparation et conditionnement de sirops : La ligne sirop est arrêtée depuis 2009 ainsi que la chaufferie associée et a été remplacée par la création d'une unité de préparation et de conditionnement de boissons aromatisées à base de vin (BABV). La modification a été notifiée par le porter à connaissance préliminaire (PAC) en date du 02 février 2017 et le porter à connaissance définitif transmis en date du 03 août 2020, actée par l'APC n° 30-2020-11-09-004 en date du 09 novembre 2020. Toutes sont situées : 6, quai de la Paix à Beaucaire (30).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Vérification périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 2.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.
Constats : Au moins une des armoires électriques contrôlées n'est pas correctement entretenue (présence de poussière à l'intérieur de nature à provoquer un danger). Dans le bâtiment des lignes d'embouteillage, l'accès aux armoires électriques est gêné par la présence de différents chariots et cartons placés juste devant. Q19: un diagnostic technique thermographie infrarouge en date du 18 octobre 2022 a été réalisé par DIAGTECH. Q18: le dernier rapport des vérifications des installations électriques date du 24/12/2022 réalisé par l'agence APAVE pour une intervention du 4 au 21/10/2022. Les contenus des rapports ont été vérifiés : Q19 : 4 observations sont apportées. Q18 : il est noté que la vérification est partielle et qu'un complément de vérification est nécessaire. Sur les 190 observations portées sur les vérifications, 93 sont récurrentes soit près de 49 %. Sur le suivi de la gestion fourni, on constate : - que des travaux de remise en état sont effectués en interne par des agents de maintenance et par des prestataires MAUGER SAPELEC DIAGTECH. Concernant les mises en conformité électrique réalisées par des prestataires extérieurs, les factures ont été fournies suite à notre demande. - que les non-conformités observées sont identifiées seulement pour le Q19, pour le Q18 seules 18 observations sont listées (sans identification) sur les 190 relevées. Le plan d'action pour les mises en conformité non encore réalisées est attendu par l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites – délai 30 jours

N° 3 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 2.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Conduite établissement
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats : Les locaux visités sont notamment : les lignes d'embouteillage G1-G9 le bâtiment BIB le local produits chimiques On constate en intérieur des bâtiments des sols vétustes, abîmés, encrassés et fissurés. Le jour de l'inspection on constate que les grilles d'évacuations des eaux usées (ex ligne de push) sont chargées en résidus traduisant la non réalisation de nettoyage hebdomadaire comme prévu dans les procédures. Les aérothermes au plafond sont poussiéreux dans les bâtiments lignes d'embouteillage et BIB. Des plaques constituant le plafond sont mal positionnées et semblent se détacher dans le bâtiment BIB.
Observations : Au moment du contrôle le Directeur indique qu'un projet de rénovation des sols est envisagé, il précise aussi que les plaques de plafond du local BIB doivent faire l'objet d'un programme de désamiantage et être remplacées, pour l'heure la solidité et la sécurité sur les plaques mal positionnées ont été évaluées par un expert interne au groupe et sont correctes selon ses dires.
Type de suites proposées : Susceptible de suites - délai 30 jours

N° 4 : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'alimentation en eau potable de l'établissement est assurée par des forages et le réseau public de distribution.... L'utilisation de sources d'approvisionnement en eau potable autres que le réseau public de distribution doit faire l'objet d'une autorisation de l'autorité sanitaire et de contrôle de la qualité des eaux prélevées conformément à la réglementation sanitaire en vigueur. Tous les ouvrages de prélèvement d'eau doivent également être aménagés conformément aux dispositions de cette réglementation. La conformité des ouvrages de prélèvement à ces dispositions doit être établie et maintenue... L'exploitant doit rechercher par tous les moyens possibles à limiter sa consommation d'eau, au strict nécessaire, pour le bon fonctionnement des installations. Les installations de prélèvement doivent être munies d'un dispositif de mesure des volumes prélevés. Les relevés doivent au minimum être journaliers et portés sur un registre éventuellement informatisé. L'exploitant met en place les moyens de comptage nécessaires au suivi de sa consommation en eau pour chacun des grands usages de l'eau sur l'installation (lavage, refroidissement, usage domestique, ...)
Constats : Les 3 forages toujours en activité sont situés dans un même local forage muni d'un compteur unique. Le registre fourni de consommation d'eau fait état d'un relevé global séparant uniquement l'eau des forages de l'eau du réseau. Ce relevé est mensuel et non journalier comme prévu réglementairement. Aucune facture d'eau n'a été fournie à l'inspection. Il n'y a pas de mise en place de sous-compteurs ou compteurs sectoriels malgré les engagements de l'exploitant pris dans son plan de réduction de consommation d'eau et acté par l'arrêté préfectoral complémentaire sécheresse 30-2022-04-12-SPAE38 en date du 04 décembre 2022.
Observations : A l'issue de l'inspection, des devis ont été transmis pour l'installation de sous compteurs sur le réseau public de distribution.
Type de suites proposées : Susceptible de suites - délai 30 jours

N° 5 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: Les déchets produits doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs). Les déchets produits par l'établissement et susceptibles de contenir des produits polluants doivent être stockés dans des récipients étanches ou sur des aires étanches et disposant d'un circuit de collecte des eaux relié au circuit général des eaux usées industrielles de l'établissement.</p> <p>Constats : Le plan de situation des déchets est fourni ainsi qu'une procédure qualité (QUALIOS-gestion). En tous points du site, les déchets recyclables sont triés dans des conteneurs dédiés, séparés et identifiés, puis amenés au point de collecte. Les déchets banals, sont sur le site essentiellement stockés en extérieur dans des bennes par catégorie, côté Est du site. Les déchets dangereux sont stockés dans des conteneurs spécifiques identifiés selon leur nature et le risque généré par leur stockage.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le stockage carton papier ne permet pas de prévenir convenablement des envols. - La benne prévue pour les stockages des métaux est fortement rouillée. - Un bidon de grande contenance sans mention du contenu (graisseux) est constaté sur sol gravillon posé uniquement sur une palette en bois sans rétention.
Type de suites proposées : Susceptible de suites - délai 30 jours

N° 6 : Déchets banals

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 5.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc...) peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères. Conformément au décret 94-609 du 13 juillet 1994, les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie. Cette disposition n'est pas applicable aux détenteurs de déchets d'emballage qui produisent un volume hebdomadaire de déchets inférieur à 1.100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des communes.</p> <p>Constats : Les déchets non dangereux font l'objet d'une convention avec des prestataires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les emballages en matière plastique ALIPLAST. - Pour les emballages en verre SOLOVER. - Pour le papier carton et bois autres que ceux visés à la rubrique 20 01 37 PAPREC MÉDITERRANÉENNE. - Pour les déchets municipaux en mélange métaux PAPREC MÉDITERRANÉENNE. - Pour les emballages en matière plastique TREDI SALAISE. - Pour les emballages en matière plastique DUO EMBALLAGES. - Pour le bois SOPREC. - Pour les conteneurs IBC ALPACK. <p>Quelques bordereaux de suivi ont été consultés ainsi que des bons d'enlèvement. Les conventions avec les prestataires n'ont pas été fournies à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Déchets de dégrillage des eaux usées industrielles et de filtration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 5.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Ces déchets seront valorisés ou éliminés dans des installations autorisées à les recevoir. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination ; les documents justificatifs doivent être conservés au minimum pendant 3 ans.
Constats : Les refus de dégrillage des eaux usées industrielles sont gérés par VEOLIA. Les rapports mensuels VEOLIA STEP 2022-2023 ont été transmis. Le contrat VEOLIA est fourni, sa durée de 10 ans se termine en 2025. L'exploitant indique que les déchets sont enlevés 2 à 3 fois par an. Dans les rapports consultés, il apparaît qu'il n'y a eu qu'un enlèvement de 100kg en juin 2022; une explication justificative est attendue par l'inspection.
Observations : La convention de rejet tripartite avec la ville de Beaucaire a pris effet le 31 janvier 2010, elle a pris fin le 31 décembre 2022. Il n'y a pas eu de nouvelle convention de fourniture suite à notre demande.
Type de suites proposées : Susceptible de suites - délai 15 jours

N° 8 : Déchets industriels spéciaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 5.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les déchets industriels spéciaux doivent être éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination ; les documents justificatifs doivent être conservés au minimum pendant 3 ans. Cette disposition concerne entre autre les déchets banals souillés par des produits toxiques ou polluants. Les huiles usagées et les huiles de vidange doivent être récupérées dans des cuves ou des récipients spécialement destinés à cet usage. Elles doivent être cédées à un ramasseur ou à un éliminateur agréé dans les conditions prévues par le décret n° 85.387 du 29 mars 1985.
Constats : Les déchets industriels spéciaux font l'objet d'une convention avec un prestataire agréé : - Pour les équipements mis au rebut contenant des chlorofluorocarbones, des HCFC ou des HFC : SUEZ IRR. - Pour les équipements mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 16 02 09 à 16 02 13 : TRIADE ELECTRONIQUE. - Pour les tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure : ECO-SYSTEMES Des bordereaux sont consultés, ainsi que les arrêtés d'agrément des prestataires. Le contrat d'enlèvement des déchets dangereux avec CLIKECO est fourni, sa durée est non limitée.
Observations : Les autres conventions demandées n'ont pas été fournies par l'exploitant. D'après l'exploitant, l'ancien groupe centralisait les contrats. Les Chais du Sud ont procédé à une demande de remise à jour des conventions suite à changement de nom mais le processus prend du temps.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :— la date de l'expédition du déchet ;— la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;— la quantité du déchet sortant ;— le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;— le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;— le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;— le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement susvisé ;— le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ;— la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats : Il n'y a pas de registre chronologique unique de tous les déchets produits comme prévu réglementairement.</p> <p>Trackdéchets est rendu obligatoire depuis le 1er janvier 2022 pour le suivi des déchets dangereux, une extraction est fournie à l'inspection. La lecture de cette extraction est rendue difficile par le non renseignement exhaustif de l'outil numérique Trackdéchets.</p> <p>Les registres de suivi transmis par chaque prestataire, détaillant chaque enlèvement et le bordereau correspondant ne sont pas présentés.</p> <p>Une synthèse mensuelle (pour avril et mai 2023) est présentée pour les déchets non dangereux sortants, avec les quantités globales par catégorie.</p> <p>Les bordereaux sont consultés sur place ainsi que les bons d'enlèvement, les éléments sont présents mais ne sont pas tracés dans un registre comme prévu règlementairement.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites - délai 30 jours

N° 10 : équipements des stockages et rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 7.8.7
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: Les nouvelles installations de stockage des raisins, moûts, vins et sous-produits de la vinification, autorisées après le 08 juillet 2001 seront associées à une capacité de rétention dont le volume est égal à la capacité de la plus grande cuve. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à: • dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; • dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.</p>
<p>Constats : Les rétentions sont vérifiées dans le local de stockage des produits chimiques. On constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> -1 bac de rétention de couleur orange (contenance 1000L) sur lequel est placé 400L de produits (2 bidons de 200L). -1 bac de rétention de couleur noire (contenance 1100L) sur lequel est placé 200L(1 bidon de 200L). -1 bac de rétention plat de couleur grise ref 71531949 (contenance 1100L) sur lequel est placé 460L de produits (23 bidons de 20L). -1 bac de rétention plat de couleur grise ref 71531949 (contenance 1100L) sur lequel est placé 540L de produits (18 bidons de 20L + 18 bidons de 10L). -1 bac de rétention plat de couleur grise ref 71531949 (contenance 1100L) sur lequel est placé 760L de produits (14 bidons de 20L). Il est constaté en hauteur sur le rack du dessus, le stockage de 24 bidons de 20L placés en situation de rétention incorrecte. -1 bac de rétention plat de couleur grise ref 71531949 (contenance 1100L) sur lequel est placé 740L de produits (37 bidons de 20L). -1 bac de rétention plat de couleur bleue pour les huiles (contenance 605L) sur lequel est placé 400L (des bidons de 60+20+100+200+20 ainsi que quelques pulvérisateurs). <p>Toutes les rétentions sont de capacité suffisante, le stockage de produits en hauteur doit être installé sur sa propre rétention.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites - délai 15 jours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2003, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Formation
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: La formation du personnel travaillant à des postes pouvant avoir un impact significatif sur l'environnement doit être assurée. Ce doit être le cas, au minimum, pour les postes ayant trait à la conduite et maintenance des dispositifs de dépollution et des appareils de contrôle correspondant, ainsi qu'à la sécurité. Le personnel doit être informé sur le fonctionnement de l'établissement vis à vis des obligations touchant à la sécurité et à la protection de l'environnement et sur la nécessité de respecter les procédures correspondantes. De plus, l'exploitant doit informer les sous-traitants, fournisseurs et plus généralement tout intervenant sur le site, des procédures mises en place.</p>
<p>Constats : Une liste des agents du personnel pour la manipulation des extincteurs est fournie : 66 agents ont été formés en 2022.</p> <p>Un livret d'accueil remis aux nouveaux arrivants sur le fonctionnement de l'établissement est consulté. Il ne contient pas les obligations touchant à la sécurité et à la protection de l'environnement et l'information sur la nécessité de respecter les procédures correspondantes, notamment l'interdiction de tout brûlage à l'air libre, les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides), l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. Un schéma d'alerte interne en cas d'incendie est donné dans ce livret d'accueil .</p> <p>Il est constaté en inspection que les accès de secours ne sont pas suffisamment visibles. Pour les employés, ou tout personne présente dans l'établissement un balisage est nécessaire en cas d'évacuation.</p> <p>Le personnel permanent et saisonnier doit être informé de l'existence et du contenu de ces consignes établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. L'exploitant doit informer tout intervenant sur le site, des procédures à respecter mises en place en amont (ce qui n'a pas été le cas de l'inspection ICPE avant la visite de contrôle).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites - délai 30 jours

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/04/2022, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prescriptions applicables sites seuils restrictions sécheresse 2022
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: Toute prescription applicable, notamment par l'atteinte des différents seuils de restrictions, relative à la gestion d'un épisode de sécheresse AP 30-2022-04-12-SPAE38 du 12/04/2022– PLAN D' ACTIONS EN SITUATION DE SÉCHERESSE</p> <p>Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesures totaliseurs de la quantité d'eau prélevée de l'établissement.</p> <p>L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d'économie lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont déclenchées par la préfecture dans la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements de l'établissement.</p> <p>Ces mesures se substituent à celles de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse.</p> <p>À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'évaluation a posteriori de son plan de réduction, - un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités, - les coûts afférents - et les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement. <p>Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées un mois après la fin des restrictions de prélèvement en eau.</p>
<p>Constats : Notre inspection a été définie sur la période estivale 2022 (juillet-août). L'information sur la zone d'alerte secteur 9-Rhône et Camargue Gardoise pendant cette période définie était le seuil "vigilance" qui impose vis à vis de l'APC une diminution de 10% de la consommation d'eau.</p> <p>Malgré la demande de l'inspection, le tonnage de production mensuelle sur cette période n'a pas été fournie, ce qui empêche le calcul et la vérification de la baisse effective de consommation d'eau sur juillet et août 2022.</p> <p>L'établissement s'était engagé à la mise en place de sous compteurs lors du plan de réduction de consommation d'eau en 2021, le jour du contrôle ils ne sont pas installés.</p> <p>Le bilan environnemental des actions conduites à l'issue de la période estivale 2022 n'a pas été fourni.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites - délai 60 jours

N° 13 : Meilleures techniques disponibles (MTD)
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 2
Thème(s) : Autre, Mise en oeuvre des MTD
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: Les prescriptions de l'annexe du présent arrêté sont applicables aux installations classées au titre d'une ou plusieurs rubriques listées à l'article 1er, autorisées avant le 5 décembre 2019, dont les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale prévues à l'article R. 515-61 sont celles de la décision d'exécution 2019/2031, au 4 décembre 2023. A la date prévue par le présent article, l'exploitant met en œuvre les meilleures techniques disponibles telles que décrites en annexe du présent arrêté ou garantissant un niveau de protection de l'environnement équivalent dans les conditions fixées au II de l'article R. 515-62, sauf si l'arrêté préfectoral fixe des prescriptions particulières en application de l'article R. 515-63. Il veille à ce que l'installation respecte les valeurs limites d'émissions fixées dans l'annexe du présent arrêté.</p> <p>Constats : L'inspection a vérifié l'état d'avancement des engagements applicables à partir de décembre 2023.</p> <p>Pour le 04/12/2023 au plus tard :</p> <ul style="list-style-type: none"> - point III MTD l'exploitant s'engage à intégrer dans sa politique environnementale le principe d'amélioration continue des performances environnementales de ses installations : l'exploitant indique que concernant le flux des déchets une procédure vient d'être mise en service, il prévoit le suivi sur la consommation d'eau pondérée par rapport à la consommation annuelle. - point VI MTD l'exploitant s'engage à préciser les rôles et des responsabilités en ce qui concerne les aspects et objectifs environnementaux ; la mise à disposition des ressources financières et humaines nécessaires pour atteindre les objectifs : ce qui a déjà été mis en œuvre est le plan de situation des déchets 2023. - point VIII MTD Communication interne et externe : un tableau d'affichage et de communication est initié pour les salariés mais il est encore à travailler. L'ensemble des émissions est déclaré auprès de l'administration via les sites dédiés (GEREP, GIDAF, TRACK DECHETS). - point IX MTD Inciter les travailleurs à s'impliquer dans les bonnes pratiques de management environnemental : un livret d'accueil aux nouveaux arrivants existe il est néanmoins à étayer. Des réunions 3 fois/an sont assurées pour renforcer les bonnes pratiques. - point XIII MTD Protocoles de préparation et de réaction aux situations d'urgence, y compris la prévention et/ou l'atténuation des incidences (environnementales) défavorables des situations d'urgence : le personnel est formé à la manipulation des extincteurs (DESOTEL) par rotation sur 3 ans (1/3 par an). La formation du personnel aux situations d'urgence est prévue en septembre 2023. Une procédure d'évacuation a été validée fin juin avec les pompiers en exercice sur le site pour connaissance des lieux en cas d'incident majeur. Le plan de sécurité doit être mis à jour. - point XIV MTD Lors de la (re)conception d'une (nouvelle) installation ou d'une partie d'installation, prise en considération de ses incidences sur l'environnement sur l'ensemble de son cycle de vie, qui inclut la construction, l'entretien, l'exploitation et la mise hors service : il a été indiqué qu'un plan d'obsolescence fonctionnel est établi pour le remplacement prévisionnel du matériel pour du matériel plus économique (filtre tangential étiqueteuse en 2024). - point MTD Technique courante b) Optimisation du débit d'eau l'exploitant s'engage à augmenter le nombre de dispositifs de régulation pour optimiser les débits d'eau et ainsi réduire les consommations : les durées de lavage

de certaines cuves après leur vidange ont été réduites, le nettoyage des sols pour lesquels une rénovation résine est prévue se fera avec une centrale mousse, la consommation d'eau chaude sera réduite du fait du changement de la chaudière existante remplacée par des chaudières plus petites en fin d'année 2023.

Type de suites proposées : Sans suite